**Annonce d’Alpiq : gardons le cap !**

**L’UDC du Valais romand soutient la volonté de reprendre progressivement la main à hauteur de 60%, grâce au mécanisme du retour des concessions, sur l’énergie hydraulique produite en Valais et souhaite étendre la réflexion de la stratégie Forces hydrauliques à l’eau potable. Quant à la question de reprendre tout ou partie des participations vendues actuellement par Alpiq, l’UDCVR se montre réservée et interpellée par l’annonce abrupte d’Alpiq.**

Actuellement, à peine plus de 20% de la production hydraulique de notre canton est en main valaisanne. Plus de la moitié de ces 10'000 GWh appartient à des sociétés comme Alpiq , Axpo et BKW.

Le retour des concessions donne ainsi l’opportunité à la communauté valaisanne de devenir propriétaire d’une partie de la production hydraulique dans notre canton qui s’élève à quelque 10'000 GWh par année. Cela correspond à près de 30% de la production hydraulique de notre pays et à 15% de la production totale suisse d’électricité.

Quant à la récente volonté d’Alpiq d'ouvrir jusqu'à 49 % de son portefeuille hydroélectrique, l’UDCVR amène les réflexions suivantes :

- En l’état, il apparaît qu’Alpiq évoque un portefeuille global qui ne semble pas ouvrir nécessairement la voix à des participations directes et ciblées dans des aménagements spécifiques. De plus, en conservant au minimum 51%, Alpiq souhaite garder le contrôle sur ce portefeuille.

- Pourquoi acheter, aujourd’hui, des participations (de surcroit indirectes, via un portefeuille global) dans un ensemble d’aménagements alors qu’au moment du retour des concessions, la partie mouillée, soit environ 80% de la valeur l’aménagement, doit revenir gratuitement en main des collectivités publiques valaisannes ?

- Outre les problèmes évidents de trésorerie d’Alpiq, ne s’agit-il pas également d’un effet d’annonce pour mettre la pression sur le monde politique qui légifère actuellement sur les questions énergétiques ? A Berne pour le subventionnement aux différents types d’énergie, et en Valais sur le retour des concessions.

En clair, l’annonce d’Alpiq ne doit pas perturber les réflexions concernant la Stratégie Forces hydrauliques qui est actuellement en discussion. Etant persuadés du rôle central que nos barrages joueront dans le futur, nous devons garder le cap et utiliser le mécanisme du retour des concessions pour reprendre, de manière échelonnée, la main sur ce patrimoine hautement stratégique tout en préservant les droits légitimes des communes concédantes.

Concernant la Stratégie Forces Hydraulique, l’UDCVR souhaite l’étendre à la problématique de l’eau potable et invite la commission Economie Energie (EE) à se pencher sur cette question. Dans une optique visionnaire, il s’agit d’anticiper l’importance que notre eau devrait avoir dans les prochaines décennies. Nos barrages pourraient ainsi jouer un double rôle : celui de batterie géante et de château d’eau. Pour l’UDCVR, nos ressources en eau font partie de notre patrimoine et ne doivent pas être bradées pour servir les intérêts financiers de grandes multinationales, mais elles doivent au contraire profiter aux générations actuelles et futures de nos communes et de notre canton.

**UDC du Valais romand**

Jérôme Desmeules, Co-président

Grégory Logean, Député, commission EE

*Pour plus de renseignements*

*Grégory Logean au 079/282 08 86*